

PuMD !

POUR UNE MONNAIE DEMOCRATIQUE

THOMAS NOKIN

(2019)

Introduction et manifeste

Cet ouvrage part du constat simple suivant : le monde dans lequel nous vivons n'est pas *durable*. Après tant de siècles et de générations, l'humanité n'a toujours pas trouvé un modèle sociétal équilibré et stable dans le temps, et nous assistons actuellement tristement à une quadruple faillite :

Sociale : l'humanité s'est développée historiquement autour du modèle féodal qui n'est rien d'autre que la loi du plus fort. Depuis que nous avons mis en place la démocratie, accompagnée d'une redistribution des plus riches vers les plus pauvres, la situation s'est améliorée mais reste grandement imparfaite, et même se dégrade dans les pays occidentaux

Economique : après des millénaires de stagnation nous avons entamé deux siècles d'aventure industrielle et si on peut dire que l'humanité a énormément progressé nous devons aussi admettre que 50% de la population mondiale n'en a tiré aucun bénéfice voire à régressé. 1% de la population possède 90% des richesses¹, et les inégalités continuent d'augmenter².

Environnementale : nous détruisons notre habitat, nous consommons plus que ce que la terre peut renouveler, notre climat se dégrade, un continent de débris plastique se déplace dans la pacifique au grés des courants, nous sommes en train de vivre la plus grande extinction d'espèces depuis la disparition des dinosaures.

Morale : notre société devient de plus en plus égoïste, les tensions montent entre les communautés. L'Etat régit nos vies, vote des lois de plus en plus intrusives contre notre libre arbitre, décide pour nous de ce qui est vrai ou faux, les libertés diminuent.

L'humanité a évolué à une vitesse fulgurante depuis l'époque de nos ancêtres chasseurs cueilleurs, le rythme s'accélérait à chaque révolution. La civilisation occidentale qui a inventé le capitalisme s'est imposée dans le monde entier comme étant la plus efficace. Mais il devient de plus en plus clair que l'étape suivante de notre odyssée demande un changement de paradigme car tout montre que le système actuel n'est pas durable à long terme. Certains pensent qu'il est possible de revenir à l'équilibre par des réformes paramétriques. Est-ce vraiment réaliste ou bien devons-nous penser différemment et rechercher des solutions non conventionnelles ?

Si on réfléchit froidement le meilleur système proposé par la nature est celui de la jungle ou de la savane : un monde qui est effectivement harmonieux et beau « au sens de Gaia ». C'est-à-dire qu'il l'est surtout au niveau macro, pour celui qui le regarde en spectateur à l'occasion d'un safari ou depuis son fauteuil devant la télévision. Car ces écosystèmes naturels en équilibre depuis des millions d'années sont aussi des mondes violents, cruels et injustes, des mondes où le beau lion mange l'adorable gazelle, un monde dont la majestueuse harmonie est engendrée par une intense, féroce, impitoyable compétition aboutissant à l'élimination systématique des plus faibles afin que seuls les plus affutés restent et contribuent à l'harmonie globale. C'est un modèle stable, existant depuis des millions d'années (bien plus ancien que tout ce que l'homme a bâti), mais dont l'équilibre

¹ <https://www.nouvelobs.com/monde/20160118.OBS2935/inegalites-1-de-la-population-mondiale-possede-plus-que-les-99-restants.html>

² <https://www.alternatives-economiques.fr/evolution-de-lindice-de-gini-1970-010620159446.html>

repose sur la cruauté et l'injustice. Ce n'est pas le modèle stable qui semble souhaitable pour la société humaine, donc.

A l'opposé de ces écosystèmes en équilibre harmonieux mais impitoyables, l'homme a imaginé et expérimenté d'autres modèles reposant sur l'égalité totale imposée par l'Etat. Mais le passé a montré qu'un tel égalitarisme aboutit à un communisme imposé par la coercition et conduit inexorablement à la démotivation, puis à la dégénérescence et la décadence. Refuser, interdire la compétition, imposer l'égalité engendre un modèle plus juste mais corrompu et inefficace.

Entre ces deux extrêmes nous trouvons notre monde actuel : fortement compétitif mais dans lequel l'Etat démocratique assure une nécessaire redistribution des plus forts vers les plus faibles, savant équilibre entre deux forces contraires, entre compétition et solidarité, entre égoïsme et partage. Malheureusement année après année à mesure que les inégalités se creusent cet Etat autrefois libérateur des énergies devient de plus en plus lourd, gouverné par des hommes qui ont fait de la politique un métier et qui établissent un capitalisme de connivence corrompu à coup de jetons de présence, un Etat qui est en train de basculer vers une technocratie non élue d'organismes nationaux et supranationaux, d'organisations internationales, de banques centrales, ...

Nous sommes partagés entre d'une part un désir de justice et d'égalité entre les hommes, et d'autre part cette certitude que trop les aider les rends dépendants, les asservit et leur enlève leur part d'humanité. Un proverbe chinois dit « Si tu vois un homme qui a faim, donne-lui un poisson : tu le nourriras pour un jour. Mais apprends-lui à pêcher et il se nourrira toute sa vie. ». Dans nos sociétés l'Etat joue ce rôle redistributeur nécessaire mais le trop plein d'Etat infantilise nos concitoyens et détruit l'initiative. L'Etat infantilise car dans notre désir de justice et notre refus du risque nous lui avons accordé trop de pouvoir sur nos vies, nous lui avons abandonné trop de libre arbitre. Quand un homme ou une femme lutte pour subvenir à ses besoins il en est grandi, alors qu'il est rabaisé quand il reçoit d'un tiers, même si ce tiers est l'Etat : « la main qui reçoit est sous la main qui donne » (Napoléon Bonaparte).

Par ailleurs l'Etat devient de plus en plus puissant et complexe du fait des inégalités grandissantes, et porté par la démocratie qui souhaite plus de répartition pour contrebalancer. Tel un système doué de vie propre il poursuit d'autres intérêts que ceux de la communauté qu'il devrait servir. L'Enfer est pavé de bonne intentions, et chaque mesure de soutien aux plus fragiles engendre des nouveaux comités de coordination, normes, CERFA à remplir et à contrôler. Les coûts de plus en plus élevés et les effets de seuils du millefeuille administratif et social sont autant de freins à l'investissement et au progrès.

Nous sommes donc devant un dilemme : diminuer l'empreinte de l'Etat pour recréer du dynamisme implique plus de compétition, d'inégalité et de malheur, tandis que plus d'Etat implique plus d'inefficacité, de démotivation et ultimement de malheur. Quelle voie médiane choisir ? Et s'il était possible d'*à la fois* augmenter la justice et *d'en même temps* recentrer l'Etat sur ses missions utiles régaliennes (c'est-à-dire éducation, santé, police, armée, justice) ?

Pour diminuer l'emprise de l'Etat il faut remplacer son indispensable rôle redistributeur par un autre mécanisme, afin de répartir à sa place (et si possible mieux) entre chaque citoyen la richesse produite par tous. Pour être stable ce mécanisme redistributeur doit être irréfutable, et ne doit pas être manipulable par des démagogues qui en retirent leur pouvoir. Ce mécanisme doit donc être

automatique, autonome, mathématique. Il ne doit avoir aucun paramètre ajustable qui permettrait à la folie des hommes de le changer et de le dénaturer. Pour être automatique il doit se stabiliser de lui-même, et donc être progressif et sans doute même linéaire, proportionnel : plus les inégalités dans la répartition des richesses s'accroissent et plus il doit compenser, redistribuer, mais toujours linéairement, sans qu'il n'y ait jamais d'effet de seuil provoquant des blocages ou des soubresauts.

Il faut vraiment prendre conscience de la perversité du système : un capitalisme hyper-efficace donc généralisé, mondialisé, mais non durable, génère des inégalités croissantes et fait élire en compensation un système technocratique qui pour permettre plus de redistribution et de partage génère inefficacité et frustration, puis finalement prive les citoyens de leur liberté. La perverse complexité du système se nourrit d'elle-même, et nous entraîne vers notre perte.

La Monnaie Démocratique présentée dans cet ouvrage se veut le remède qui brise ce cercle vicieux, en le remplaçant par un système plus adapté à un monde fini aux ressources limitées – car c'est là qu'est la clé : le capitalisme est taillé pour les grands espaces, où il peut se développer sans contrainte, générer tous ses déchets de manière invisible (ou au moins non gênante), et où chacun peut mener la vie qu'il veut et créer de la richesse à l'intérieur du système si cela lui convient, ou à défaut en dehors car il reste toujours de la place.

Après deux siècles d'efficacité et de progrès il ne reste plus de place et il faut maintenant réussir à dresser le fauve capitaliste avant qu'il ne dévore le monde.

Le Manifeste de la Monnaie Démocratique

- 1) Une société harmonieuse demande une économie en équilibre. Une économie en équilibre nécessite le respect d'une règle d'or : la rémunération du capital (intérêts, dividendes, rentes, ...) doit être égal à la croissance et au progrès qu'il génère.
- 2) A cause d'un tropisme humain connu sous le nom de « préférence pour le présent » la rémunération du capital est systématiquement supérieure à la croissance, la différence étant de l'ordre de 2 ou 3%. Cette différence provoque un accroissement faible mais permanent des inégalités entre détenteurs et non détenteurs de capital qui mine notre société. La sur-rémunération chronique du capital est LE facteur déstabilisateur à long terme de notre société.
- 3) Actuellement le contrepoids est assuré par l'Etat. L'Etat corrige imparfaitement les dysfonctionnements liés à cette sur-rémunération du capital par un système allocataire ultra complexe, certes redistributeur mais qui enferme la société dans un carcan liberticide, infantilisant, injuste, clientéliste, et induisant une dette insoutenable à long terme. Afin d'échapper à cet Etat toujours plus envahissant nous devons inventer un modèle alternatif mais juste, stable et efficace où la nécessaire redistribution n'est plus assurée par un Etat qui peut donc être recentré sur ses fonctions régaliennes. Le problème n'est pas l'Etat qui est une belle et grande idée, le problème est que le désir de progrès social bien compréhensible et le jeu démocratique induisent une administration hypertrophiée et kafkaïenne.
- 4) Le mécanisme proposé est celui de la « **Monnaie Démocratique** ». Il consiste à (i) calculer la survaleur indue égale à la différence entre la rémunération du capital et la croissance lors d'une période, (ii) à réaliser une création monétaire exactement équivalente à cette survaleur et à (iii) distribuer cette monnaie créée ex-nihilo à chaque citoyen riche ou pauvre sous forme de Revenu Démocratique.
- 5) Cette création monétaire automatique générera une inflation équivalente, force redistributrice compensant exactement par construction la tendance du capital à s'accumuler et se concentrer par captation de la survaleur (car cette inflation impacte les détenteurs de capital, proportionnellement). C'est un deuxième mécanisme stabilisateur.
- 6) Il n'est pas forcément nécessaire de réduire le volume de l'Etat : les ressources Etatiques utilisées pour vérifier si tel ou tel citoyen est suffisamment pauvre et malheureux pour bénéficier du millefeuille allocataire peuvent être redirigées vers les services publiques utiles tels que la santé, l'éducation, la police, l'environnement. La redistribution assurée automatiquement par la Monnaie Démocratique suspend la nécessité de nouveaux mécanismes redistributeurs qui complexifient notre société et brident les initiatives, aboutissant à l'effet inverse de celui recherché. Nos gouvernants peuvent alors reprendre leur vraie place : celle de responsable et gestionnaire des biens communs, au service et aux ordres de la communauté.
- 7) Dans un monde capitaliste saturé à croissance faible la Monnaie Démocratique permet d'éviter la montée inexorable des inégalités qui génère une tension sociale aboutissant tôt ou tard à un grand « reset », de type guerre ou révolution – il faut agir, la montée des populismes et des revendications violentes est le signe avant-coureur de la prochaine crise majeure à venir.

Voilà, tout est dit. Le reste de l'ouvrage n'est plus qu'une compilation de toutes les raisons pour laquelle la Monnaie Démocratique est un droit, un devoir, une solution, une évidence. Nous commencerons par des calculs simples afin qu'elle soit bien comprise. Puis nous explorerons l'histoire économique et convoquerons à la barre des grands noms de l'Economie Politique tels que Rousseau, Locke, Smith, Keynes, Schumpeter, Hayek et (bien entendu !) Proudhon et Marx – et Piketty - dans une tentative de leur faire dire ce qu'ils n'ont pas dit, ou dit différemment, ou dit partiellement : que le capitalisme court à sa perte, que l'Etat n'est pas la solution, et que la Monnaie Démocratique l'est. Nous explorerons aussi l'histoire de la Monnaie afin de comprendre comme le système actuel de création monétaire qui nous a tant apporté dans le passé nous mène maintenant tout droit à notre perte. A l'aide de ces outils de compréhension du monde nous passerons en revue les avantages de la Monnaie Démocratique, puis tenterons de désamorcer par avance ses détracteurs et contre arguments. Même si je ne parviens pas à vous convaincre j'espère que vous aurez appris énormément, dans un gigantesque foisonnement fait d'histoire de concepts et d'idée, souvent désordonné, ce dont je m'excuse par avance.

Certains diront que c'est complexifier (voir brouiller) le débat que de renommer « Monnaie Démocratique » une forme de Revenu Universel par création monétaire connue sous le nom d' « Helicopter Money ». Mais cela est fait volontairement, afin de briser le lien Ô combien réducteur entre Revenu Universel et allocations sociales. Car La Monnaie Démocratique est bien plus qu'un revenu universel créé pour aider les défavorisés.

La Monnaie Démocratique est le 4ième pouvoir démocratique, aussi fondamental et force de cohésion et de justice que les trois pouvoirs exécutifs, législatifs, et judiciaires. C'est le « dividende de la nation » redistribué à part égal à chaque citoyen, considéré comme actionnaire à part égale de la nation. C'est le facteur qui permettra à notre société de stabiliser le capitalisme et de fonctionner de manière harmonieuse, équilibrée et stable dans le temps, et ce même en cas de croissance faible sur une planète saturée. Comme nous le verrons, la Monnaie Démocratique compensera l'injustice fondamentale qui autorise le travail passé, accumulé et transformé en capital, à ponctionner le présent à travers le mécanisme de l'intérêt, dans un terrible Pacte Faustien qui nous entrainera tous en Enfer.

Nous verrons aussi que le capitalisme pur et dur repose sur le droit de propriété, qui est un droit du plus fort, du premier arrivé, un droit qui repose sur les mêmes principes fondamentaux que la féodalité. La propriété et son avatar le capital sont profondément contradictoires avec la démocratie, et la corrompent.

Ainsi pour *tolérer* le capital, indispensable moteur de progrès, sans y perdre son âme, il est *indispensable* de le compenser en mettant en place la Monnaie Démocratique.

Oui, vue ainsi la Monnaie Démocratique est bien plus qu'un simple revenu universel.

Un dernier point important : ce livre tente de renverser des idées reçues pour déclencher un débat. Une de ces faiblesses est de ne pas proposer d'itinéraire fléché vers la Monnaie Démocratique. Les sceptiques diront : « ce n'est pas réaliste dans un monde globalisé ! ». Mais l'important n'est pas le « comment » mais le « quoi ». Il faut déjà commencer par se persuader que la situation serait

meilleure si la Monnaie Démocratique était mise en place, et si le gouvernement était recentré sur ses fonctions régaliennes et de gestion. S'il y a une chose à retenir du passé, c'est bien la puissance du nombre, et sa capacité à soulever les montagnes. Si nous sommes une majorité à être convaincus de la nécessité de la Monnaie Démocratique, alors tant de fois par le passé la politique reprendra ses droits, la Monnaie Démocratique deviendra évidente et *sera*.

Avant de clore cette introduction rappelons une dernière fois la définition de la Monnaie Démocratique. Il s'agit

- De calculer statistiquement et objectivement la sur-rémunération du capital, qui est le facteur déstabilisateur qui accroît les inégalités et mine nos sociétés
- Suivant une règle de calcul *automatique* ne dépendant pas des politiques, calculée pour compenser exactement la portion induite de captation de richesse par le capital
- De créer une quantité équivalente de monnaie ex-nihilo par *création monétaire*
- Redistribuer démocratiquement cette monnaie sous forme d'un Revenu Démocratique *universel*,
- C'est-à-dire donné indifféremment à tout citoyen sans aucune condition, qu'il soit pauvre ou immensément riche, d'après le principe même de la démocratie « Un Homme, une voix identique », et donc « un Homme, un revenu citoyen identique »
- La Monnaie démocratique stabilisera notre société par un quadruple effet
 - Les plus pauvres seront assurés d'un revenu minimum vu non comme une allocation mais comme un droit citoyen
 - L'inflation combattra la sur-rémunération du capital
 - Plus de ressources de l'Etat seront allouées aux missions utiles ce qui nous rendra plus efficaces
 - Les citoyens reprendront le contrôle sur leur vie et seront libres de trouver l'équilibre qui leur convient, en combinant dans une proportion *de leur choix* une contribution bénévole associée à des travaux d'intérêt public et communautaire dans une économie solidaire, et un travail rémunéré par le marché dans une économie capitaliste.

Calcul de la Monnaie Démocratique

Chapitre 1 Comment le capitalisme engendre l'inégalité

Une des justifications principales de la Monnaie Démocratique est de compenser l'aspiration d'une grande partie de la valeur par le capital au détriment du travail, ce qui à la longue provoque l'accroissement inéluctable des inégalités. Essayons de modéliser ce phénomène afin de mieux le comprendre. Le modèle ci-dessous ferait sans doute bondir un économiste par sa trivialité, mais il a de grandes vertus éducatives.

	A	B	C	D	E	F	G	H
1	2	0	1	2	3	4	5	6
2	Capital total	100,00	103,00	106,09	109,27	112,55	115,93	119,41
3	PIB annuel	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
4	Taux de rémunération du capital	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
5	Revenu du capital	3,00	3,09	3,18	3,28	3,38	3,48	3,58
6	Capital en fin d'année	=B2+B5	106,09	109,27	112,55	115,93	119,41	123,00

	T	U	V	W	X	Y	Z
17	18	19	20	21	22	23	24
Revenu du capital	3,58	3,68	3,78	3,88	3,98	4,08	4,18
PIB annuel	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Taux de rémunération du capital	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
Capital en fin d'année	123,00	126,60	130,26	134,00	137,81	141,69	145,64

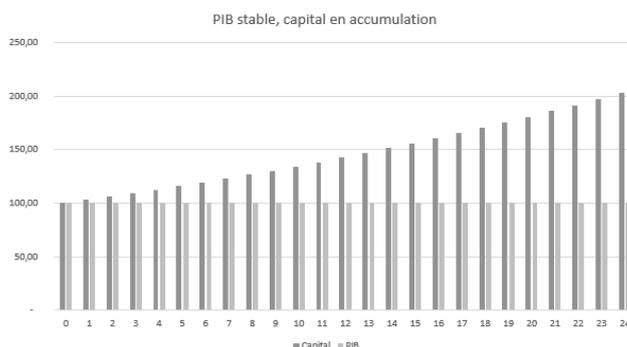


Fig 1 : évolution comparée du capital et du PIB sans croissance

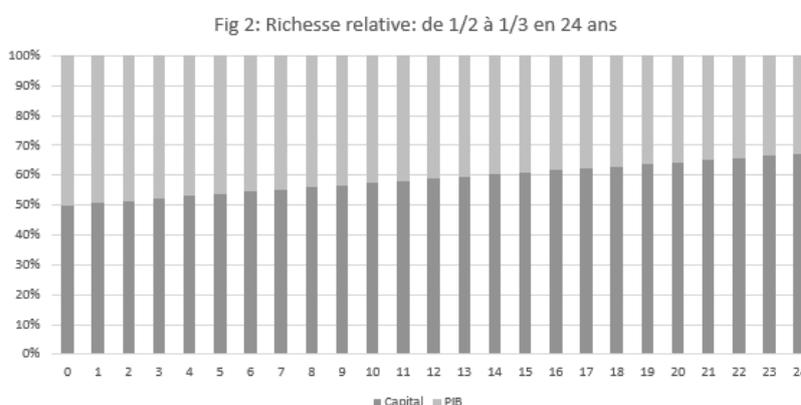
Dans ce tableau nous partons d'une économie sans inflation et sans croissance, disposant au départ d'un capital de 100, égal à son PIB annuel. Si nous supposons une rémunération du capital à 3 %, nous constatons au bout de 22 ans un doublement du capital, tandis que le PIB reste constant. Or sans croissance du PIB, pas de croissance des salaires. Toute chose égale par ailleurs le capitaliste a doublé sa richesse, tandis que le salarié n'a pas bougé : les inégalités se sont creusées.

Précision immédiatement que ce modèle est peu réaliste. Si une richesse est créée au niveau du capital elle doit en effet se retrouver d'une façon ou d'une autre dans le PIB, ne serait-ce que parce que tout capitaliste qui se respecte se doit d'acheter un yacht plus grand que les autres, ce qui permet de rémunérer plus de travailleurs. Mais cette richesse sert aussi à faire monter le prix des biens comme l'immobilier et donc il est plausible de dire que tout n'est pas redistribué : le PIB suit

une croissance forcément inférieure à celle du capital. Ici pour des motifs pédagogiques nous forçons le trait avec un PIB qui ne progresse pas, mais dans la vraie vie la différence existe bien.

On peut aussi objecter que, certes, le PIB n'augmente pas mais il ne diminue pas non plus. En conséquence les non détenteurs de capital ne s'appauvrissent pas vraiment puisqu'ils ne voient pas leur revenu diminuer. Simplement leur salaire reste constant. Mais il faut bien comprendre que toute valeur est relative : si le citoyen lambda reste à 100 mais que la richesse totale augmente de 100 à 200 alors il s'appauvrit *relativement* : de 50% initialement il passe à 33% en 22 ans. On pourrait alors objecter qu'après tout c'est de leur faute, ils n'avaient qu'à entreprendre, qu'ils n'avaient qu'à économiser puis investir leur capital, que la cigale ayant chanté tout l'été se trouva fort dépourvue, etc.

C'est vrai mais pour économiser encore faut-il que leur salaire ne serve pas uniquement à se nourrir, à se loger, à survivre. De plus investir ses économies demande des compétences pointues, et du temps.



On pourrait penser aussi que quand le capital total augmente il s'accumule dans des biens non importants pour la survie comme de l'art, des bijoux ou des voitures de collection et que les biens de première nécessité comme la nourriture ne sont en fait pas impactés. Et donc que les 33% du travailleur non capitaliste lui permettent de vivre aussi bien qu'au début. Ce qui revient à dire que en valeur rien n'a changé pour lui, même s'il perçoit son déclassement relatif.

Mais il est aussi possible, voire probable, que ce capital supplémentaire provoque un renchérissement non seulement de biens de confort mais aussi de biens de première nécessité pour la survie comme les moyens de production (champs, usines, outils, ...). Si le capital augmente, son coût augmente aussi, et donc celui des biens qui sont créés avec. Ou encore on peut penser qu'il provoquera une hausse des prix de l'immobilier, et donc des loyers, ce qui diminuera la somme d'argent disponible au travailleur non capitaliste pour se nourrir.

Globalement tout interagit, rien ne se perd, rien ne se crée et tout se transforme via des une infinité de vases communicants. Si je reste constant et que le monde augmente autour de moi alors forcément je m'appauvris en relatif, et donc forcément je m'appauvris tout court. Dis autrement quand le prix des actifs monte plus vite que mon salaire, je m'appauvris.

Améliorons notre modèle puisqu'un système où le capital est rémunéré mais ne génère pas de croissance n'est pas très réaliste. Ajoutons une croissance de 3%. Cette croissance impacte le PIB, qui croît alors à la même vitesse que le capital. L'équilibre est préservé.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1 Année		0	1	2	3	4	5	6	7	
2 Capital total		100,00	103,00	106,09	109,27	112,55	115,93	119,41	122,99	
3 PIB annuel		100,00	$=B3*(1+B5)$		109,27	112,55	115,93	119,41	122,99	
4 Taux de rémunération du capital		3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	
5 Croissance		3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	
6 Revenu du capital		3,00	3,09	3,18	3,28	3,38	3,48	3,58	3,68	
7 Capital en fin d'année		103,00	106,09	109,27	112,55	115,93	119,41	122,99	126,57	

	S	T	U	V	W	X	Y
16	17	18	19	20	21	22	23
7	165,28	170,24	175,35	180,61	186,03	191,61	197,36
47	165,28	170,24	175,35	180,61	186,03	191,61	197,36
	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
	4,81	4,96	5,11	5,26	5,42	5,58	5,75
/	165,28	170,24	175,35	180,61	186,03	191,61	197,36

Fig 3 : évolution comparée du capital et du PIB avec croissance

Dans notre modèle toujours approximatif il faut une croissance égale au taux de rémunération du capital pour garder l'équilibre initial entre capital et PIB, entre capital et salaires, entre capital et travail.

Mais nous savons que notre croissance actuelle est plutôt entre 1% et 2%. Si le capital est rémunéré lui à 3% le différentiel entre rémunération du capital et croissance induit un déséquilibre de 2% par an. Ça ne paraît pas grand-chose 2%, mais dans les faits par la magie de l'exponentielle cela suffit à engendrer un doublement en 35 ans (pour mémoire avec 5% il faut 14 ans, et comme nous l'avons vu 22 ans avec 3%). C'est la malédiction de l'exponentielle, la même malédiction qui rend si difficile d'appréhender pourquoi c'est une très mauvaise idée de s'engager à poser un grain de blé sur une case d'échiquier, deux sur la suivante, 4 sur la troisième, 16 sur la quatrième et ainsi de suite : tout le blé produit par l'homme depuis la nuit des temps ne suffira pas à remplir la 64ième case, alors même que 64 paraît un nombre si petit. Sans doute qu'une bonne partie des malheurs du monde vient de l'impossibilité pour le cerveau humain d'appréhender le comportement explosif de l'exponentielle, et donc des dangers des mécanismes de l'intérêt.

On voit donc que si on laisse durablement le capital rapporter même légèrement plus que la croissance qu'il génère alors mécaniquement on crée une accumulation de richesse pour les détenteurs de capital.

On peut alors se dire que après tout l'histoire des Hommes fourmille d'héritiers ayant dilapidé la fortune de leur aïeux. Alors si le gagnant du grand concours de la vie change, si les riches sont méritants et non des « fils-de », en quoi est-ce un problème ? N'est-il pas normal que le plus habile, le plus industriel, le plus courageux s'enrichisse au détriment de l'incapable ou du paresseux ? D'autant plus qu'il génère ainsi du progrès qui bénéficie à tous.

Mais c'est oublier que le problème n'est pas au niveau de l'individu (de la micro-économie), le problème est en fait au niveau de la collectivité (la macro-économie). En effet à cause du différentiel de croissance entre capital et PIB, tout territoire qui n'attire pas les capitaux va se trouver appauvri, asséché de sa richesse année après année par le mécanisme de l'intérêt. En conséquence une communauté choisissant un modèle moins compétitif, moins créateur de capital, va s'appauvrir en relatif dès lors qu'elle ne vit pas en autarcie. Or il est impossible de vivre en autarcie dans une nation, comme dans un monde globalisé. Par exemple cette communauté souhaitant vivre proche de la nature verra ses meilleures terres achetées par des fonds d'investissement, ses plus belles demeures devenir des résidences secondaires, ou ses plus belles plages se couvrir de paillotes inaccessibles sans un solide compte en banque. Forcément il y a des échanges, et il est impossible dans un Etat de droit d'empêcher un paysan de vendre sa terre à un capitaliste enrichi dès lors qu'il lui propose suffisamment en échange.

C'est ce que vit la France actuellement, qui a un modèle plus social et moins compétitif que l'Allemagne (35h, sécurité sociale, meilleurs protections contre le licenciement, droits au chômage plus fort, ...), et maintient ses frontières ouvertes à tous les échanges économiques au sein de la Communauté Européenne. Dit autrement défendre l'Europe et ses frontières ouvertes et *en même temps* socialiser notre économie est tout simplement *destructeur* à long terme pour la France – il aurait fallu choisir et, portés par les mensonges démagogiques, nous ne l'avons pas fait. C'est le grand mensonge, le grand massacre de la mondialisation des 40 dernières années.

Pour résumer : si une nation permet l'échange et le capitalisme, alors les inégalités vont croître forcément, dès lors que la rémunération du capital est supérieure à la croissance, dès lors dès lors que la « règle d'or de l'économie » n'est pas respectée.

On peut alors se demander *pourquoi* après tout le capital est *systématiquement* mieux rémunéré que la croissance, pourquoi l'équilibre ne se fait pas *naturellement*. Et bien c'est à cause d'un double phénomène : la progression de l'individu au cours de sa vie d'une part, et la « préférence pour le présent » d'autre part. La « préférence pour le présent » représente l'envie bien naturelle de chacun de posséder tout de suite et de rembourser plus tard, par opposition à économiser d'abord avant de posséder. Et la « progression de l'individu » vient de cette idée qu'il va apprendre, progresser dans sa carrière et sa vie et peut donc sans crainte accepter pour lui-même un taux d'endettement supérieur. Oui, effectivement l'individu progresse normalement au cours de sa vie. Mais au niveau collectif, quand tout le monde accepte un taux d'intérêt supérieur à la croissance, le capital progresse plus vite et les inégalités se creusent.

Je résume encore une fois : par la nature de l'homme la rémunération du capital est supérieure à la croissance, et il y a enrichissement mécanique, automatique, irrépensible du détenteur de capital.

Par ailleurs il est visible que le différentiel entre croissance et rémunération du capital est d'autant plus déséquilibrant, destructeur du tissu social, que le monde est saturé. Commençons par remarquer que la croissance n'est jamais aussi forte qu'après une guerre ou il faut reconstruire, ou un changement de régime qui crée un rattrapage comme en Chine après le communisme, ou lorsque nous avons découvert un nouveau territoire vierge comme l'Amérique, ou lorsqu'une des avancées technologiques permettent d'énormes gains de productivité comme lors des trente glorieuses. Dans

ce cas la croissance est forte, mais la rémunération du capital reste toujours plus forte encore. Par contre comme tout le monde progresse cela reste acceptable pour tous. Et puis les 2 ou 3% de différentiels comptent moins en regard des 10% de croissance, ou même des 5%. A l'opposé quand la croissance s'arrête ou même ralentit alors le différentiel apparaît au grand jour, l'enrichissement permanent des détenteurs de capital devient visible et crée les tensions qui minent nos sociétés. Pour faire court : s'il y a de la place le capitalisme est le meilleur modèle de développement. Mais le capitalisme ne peut que déstabiliser un monde borné, saturé.

En conclusion de ce chapitre : la nation impose l'échange, la nation accepte donc impose le capitalisme source de progrès, la préférence pour le présent empêche la règle d'or d'être respectée, la saturation du monde empêche la croissance. En conséquence le capital s'accumule et se concentre, les loyers montent, le pouvoir d'achat diminue, les inégalités deviennent visibles, les frustrations atteignent une masse critique : tous les ingrédients sont présents pour provoquer une explosion du système, comme la crise des gilets jaunes nous l'a amplement démontré.

Chapitre 2 Comment l'inflation recrée de l'égalité

On dit souvent que l'inflation doit être combattue. Le consensus général est qu'elle doit être maintenue à 2%. Mais est-elle toujours mauvaise ? Faisons un petit jeu de l'esprit pour comprendre ce qui provoque l'inflation, et au passage comment elle peut se transformer en mécanisme redistributif.

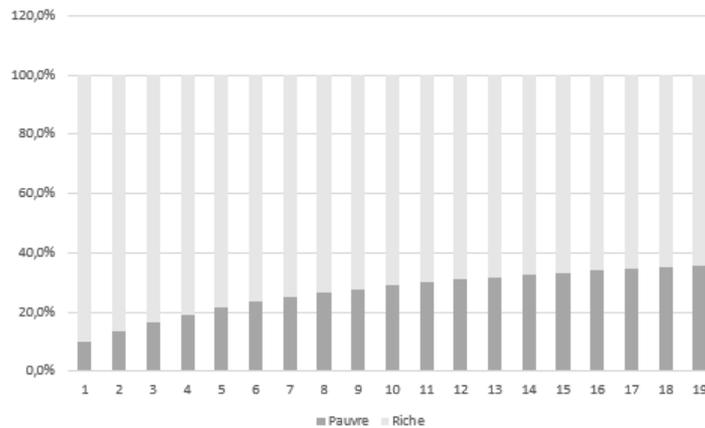
Imaginons un monde figé habité par deux citoyens se partageant une masse monétaire totale de 1000, répartie entre eux deux : un « pauvre » qui en possède 100 et un « nanti » qui en possède 900. Le pauvre possède donc 10% de la richesse totale et le nanti 90%. Dans le système redistributif actuel l'Etat prélève un impôt sur le nanti et le donne au pauvre. Dans notre jeu on cherche à remplacer ce rôle de l'Etat par autre chose.

On émet alors une monnaie supplémentaire de 100 chaque année, qu'on partage à part égale entre chaque personne nanti ou pauvre, soit 50 chacun. Il n'y a aucune progressivité en fonction de leur richesse, pas de tentative de donner plus au pauvre qu'au riche car on souhaite une vision simple strictement égalitaire entre individu (démocratique), qui ne laisse la place à aucune interprétation.

Nous pouvons créer cet argent ex-nihilo, d'un trait de crayon, parce que nous sommes l'Etat tout puissant émanation du peuple, et que nous édictons les règles. Cela vous surprend que l'Etat puisse imprimer de l'argent ? Nous verrons que c'est ainsi que la monnaie a toujours été créée (avec des variations). Par contre, comme c'est étonnant, la monnaie a rarement été créée pour être distribuée démocratiquement, bien au contraire, car « frapper monnaie » est depuis toujours le privilège des seigneurs et des états qui en ont usé et abusé pour financer leur train de vie et aussi leurs guerres. Mais ça tombe bien, nous sommes dans une démocratie, et en détournant la célèbre citation de Louis XIV nous pouvons dire, « l'Etat, c'est nous ». Il paraît donc assez logique que nous décidions démocratiquement d'imprimer cet argent, pour le distribuer démocratiquement. Dans tous les cas si vous êtes sceptiques, je vous demande de l'admettre pour le moment en attendant plus loin de lire les chapitres dédiés à ce sujet. Nous, l'Etat, imprimons donc 100, et donnons 50 à chacun de nos deux citoyens.

La première année la masse monétaire totale, augmentée de 100, est de $1000+100 = 1100$. Le pauvre en possède $100+50 = 150$, le riche $900 + 50 = 950$. Le pauvre en possède maintenant $150/1100 = 13,6\%$. – c'est déjà mieux que les 10% de départ. Le riche en possède lui 950 soit 86,4%. La deuxième année la masse monétaire est de $1000+100+100 = 1200$. Le pauvre en possède $100+50+50 = 200$ (16,7%), et le riche $900+50+50 = 1000$ (83,3%). Et ainsi de suite.

Fig 4 : richesse relative, de 1/10 à 1/3 en 20 ans



On voit que le déséquilibre de richesse de départ diminue : année après année, petit à petit « l'inflation » générée par la monnaie restaure l'égalité entre nos deux citoyens. Au bout de 15 ans le rapport entre riche et pauvre est tombé à 1/2 (le riche n'est plus que deux fois plus riche que le pauvre, 2/3 versus 1/3 de la richesse totale contre 1/10 versus 9/10 au départ). Ainsi le citoyen pauvre bénéficie d'une force de rappel progressive qui ramène la répartition des richesses vers l'équilibre. La situation initiale de 1/10 n'est plus acquise ad vitam aeternam. Le nanti doit, s'il veut préserver l'équilibre initial en sa faveur, faire preuve d'inventivité permanente afin de regagner ce que l'inflation lui fait perdre.

Dans un tel cadre l'inflation peut être vue comme un concept sain – sauf bien entendu par notre nanti, qui représente ici les détenteurs de patrimoine et les rentiers.

Mais alors pourquoi dit on toujours que l'inflation va impacter négativement les bas revenus ? C'est parce que dans notre système économique actuel l'inflation est générée par un mécanisme très différent de celui décrit plus haut. Dans notre système actuel la création monétaire est faite par les banques via des prêts aux consommateurs et aux entreprises. Et comme depuis plusieurs années les salaires ne sont plus indexés sur l'inflation, et que le chômage provoque une pression à la baisse sur ces mêmes salaires, alors les revenus stagnent dans un contexte général d'augmentation des prix, causé par l'accumulation du capital et la raréfaction des ressources dans un monde saturé. Dans ce cas effectivement les bas revenus n'en voient que l'effet négatif sur leur pouvoir d'achat, et n'en touchent pas le revenu associé. C'est très différent d'une Monnaie Démocratique.

Il suffirait donc de redonner aux Etats le pouvoir d'imprimer de l'argent ? Surtout pas ! En effet l'histoire montre qu'il est impossible de résister à la tentation d'imprimer toujours plus. Et ce d'autant plus que promettre d'augmenter le débit sera la meilleure façon d'être élu. C'est d'ailleurs pour cela principalement que le mécanisme des Banques Centrales a été créé : afin d'éviter que la tentation de créer de la valeur ex-nihilo provoque toujours plus de création monétaire et d'inflation, aboutissant inexorablement à un effondrement de la monnaie. Nous verrons d'ailleurs par la suite que l'Histoire est une longue suite de banqueroute d'Etat. Le système actuel crée certes de l'inégalité (ou plus exactement ne contribue pas à la résorber), mais il a aussi contribué voire permis la plus grande période de croissance et de création de richesse de toute l'histoire de l'humanité.

Non, ce qu'il nous faut est nouveau mécanisme, un mécanisme qui d'une part ne donne pas de levier à la démagogie, et d'autre part rétablisse l'équilibre : c'est vous l'aurez compris notre monnaie démocratique.

Il faut noter qu'ici certains diront que ce n'est pas bien, que le Revenu Démocratique n'est pas progressif, qu'il ne faut pas partager à part égale, qu'il est absurde de distribuer la même somme au riche qu'au pauvre, de donner le même montant à un SDF et à l'homme ou la femme le plus riche de France. C'est tout à fait exact et logique sur un plan moral. Cependant même s'il est plus juste sur un plan moral, mettre en place un mécanisme progressif a plusieurs désavantages :

Premièrement le calcul nécessite de connaître la richesse de chacun année après année, et donc de recruter des fonctionnaires pour gérer cette différence et définir à quelle proportion chacun a droit. Or d'un point de vue sociétal ces fonctionnaires seraient bien mieux affectés aux urgences hospitalières, à l'éducation ou au maintien de l'ordre, plutôt qu'à ce genre de tâches à valeur ajoutée faible pour la communauté. Par ailleurs cela introduit aussi une notion de surveillance, de flicage du citoyen qui est profondément dérangeante.

Deuxièmement introduire de la progressivité crée des effets de seuils induisant des trappes à chômage, crée de l'opacité et donc de la frustration. Il n'y a qu'à voir la difficulté des citoyens à appréhender la différence entre taux d'imposition et taux de tranche marginale d'imposition, ou à simplement comprendre que « flat tax » ne veut pas dire « le même montant d'impôt pour tous », mais « impôt proportionnel » (c'est le taux qui est flat, pas le montant de l'impôt !). L'universalité c'est la simplicité et l'efficacité, et ça coupe l'herbe sous le pied des complotistes.

Troisièmement introduire de la progressivité est en contradiction avec le principe démocratique : de la même façon qu'un citoyen a un droit de vote identique quel que soit son revenu, tous les citoyens ont droit à un montant identique.

Chapitre 3 L'inflation comme un impôt

Nous allons démontrer que la redistribution par création monétaire est identique à un impôt Etatique. Reprenons notre exemple précédent. Si nous divisons la richesse de chacun pour évacuer l'inflation due à l'accroissement de masse monétaire on trouve la première année que le pauvre a $150/1100 = 136$ et le riche $950/1100 = 864$. Toute chose égale par ailleurs, nous pourrions dire que le riche a payé un impôt de 36 qui a été redistribué intégralement au pauvre sous la forme d'un crédit d'impôt (ou impôt négatif) de 36. Ou bien on pourrait dire qu'il y a effectivement impôt progressif et que donc que le nanti paie plus que le pauvre : il paie par exemple 50, alors que le pauvre ne paie que 14. Et par contre l'Etat a mis en place une allocation familiale, ou un droit au logement, ou un RSA, un salaire minimum, une exemption, une petite douzaine de niche fiscale par ci par là, a saupoudré quelques subventions, etc. dont les règles consolidées définissent que le riche a droit à 14, tandis que le pauvre a droit à 46. Ainsi, étape après étape, couche a après couche, on peut recréer un superbe millefeuille allocataire qui servira de substrat sur lequel prospérera un concours Lépine de la meilleure mesurette redistributrice, avec remise des prix au journal de 20h (1^{er} prix : l'Election Présidentielle).

Dans tous les cas on voit que notre distribution égalitaire par création de masse monétaire est équivalente à un impôt proportionnel non progressif sur la richesse de chacun. Oui, un impôt sur la *richesse, la fortune, le capital*.

Car fondamentalement pourquoi taxons nous les flux (les revenus, les dividendes, les plus-values) plutôt que le stock (la fortune, le capital) ? Est-il normal qu'un homme pauvre qui gagne 100 (flux) paye le même montant qu'un homme riche gagnant 100 ? Cela ne paraît pas très logique, et pourtant l'impôt sur le revenu est progressif par rapport au *revenu*, et pas par rapport à la *fortune*. Et puis l'impôt sur le revenu, notre seul impôt progressif, ne représente qu'une partie faible des impôts, de l'ordre de 25%. Une partie bien plus importante des ressources de l'Etat est ramené par la TVA qui elle n'est pas progressive (notons tout de même que les biens de première nécessité ont un niveau de TVA inférieur – encore un de ces ajustement « de bonne intention »).

Donc l'impôt sur le revenu n'est progressif que par rapport au revenu et pas par rapport à la fortune. Un riche qui gagne 100 paye le même impôt sur le revenu qu'un pauvre qui gagne la même somme. Prenons une personne riche qui ne travaille pas. Si elle se laisse vivre oisivement elle n'a pas de revenu et donc elle ne paye aucun impôt sur le revenu (même si elle paye la TVA sur ce qu'elle consomme). En revanche si l'impôt était fondé sur le capital et non les revenus une personne sans capital qui travaillerait d'arrachepied ne payerait que très peu d'impôt sur le fruit de son labeur, tandis qu'une personne riche se laissant vivre paierait elle quand même, ce qui est exactement la logique qui sous-tend l'ISF. Il semble bien plus juste de taxer le stock (la richesse) que les flux (le revenu). Or justement, ça tombe bien, la Monnaie Démocratique est équivalente à un impôt proportionnel à la richesse que chacun détient, comme nous l'avons vu : plus je détiens, plus je suis impacté par l'inflation induite.

Et en plus l'inflation vue comme un impôt sur le capital a un énorme avantage sur l'impôt sur la fortune classique : il n'est pas nécessaire de connaître la richesse de chacun pour le prélever. La répartition est automatique – plus vous êtes riche et plus vous êtes dilués alors que plus vous êtes pauvre et plus vous êtes « relué ».

Notons qu'ici peut intervenir un débat sur une imperfection : la possibilité de minimiser l'impact de l'inflation suivant l'endroit où cette richesse est investie : si elle est investie dans des

biens dont la valeur augmente automatiquement avec l'inflation, alors cette richesse n'est pas diluée. Pour prendre un exemple concret : si la Monnaie Démocratique provoque une augmentation des loyers, ceux qui sont investis dans l'immobilier verront leur capital augmenter en proportion et c'est bien dommage. Néanmoins toute chose égale par ailleurs, même si cette imperfection qui reste à vérifier est imaginable, il semble que cette inflation induite du prix des actifs sera forcément inférieure dans le cas de la monnaie démocratique car cette monnaie est distribuée à tous pour être consommée, alors que dans le système actuel des banques centrales elle l'est à travers des prêts directement adossés à des actifs ou des investissements (ce point sera approfondi par la suite).

Chapitre 4 Quel montant redistribuer ?

Nous avons dit précédemment que si on commençait à créer de la monnaie pour la distribuer mécaniquement les sommes ainsi créées seraient de plus en plus fortes jusqu'à l'effondrement final. Il nous faut un mécanisme automatique et irréfutable qui permette de définir le montant de monnaie à créer et à redistribuer à part égale.

Dans l'exemple précédent nos deux citoyens reçoivent 50 chaque année, et la masse monétaire augmente de 100 chaque année générant une inflation équivalente à un impôt redistributif sur le capital. D'où vient ce montant de 100, comment le calculer ?

Continuons avec notre exemple. Prenons 2% comme taux associé à la « préférence pour le présent » (3% de rémunération du capital – 1% de croissance).

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1 Année		0	1	2	3	4	5	6	7	
2 Capital total		100,00	103,00	106,09	109,27	112,55	115,93	119,41	122,99	126,67
3 PIB annuel		100,00	=B3*(1+B5+B6)	109,27	112,55	115,93	119,41	122,99	126,67	
4 Taux de rémunération du capital		3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	
5 Croissance		1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	
6 Monnaie Démocratique		2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	
7 Revenu du capital		3,00	3,09	3,18	3,28	3,38	3,48	3,58	3,69	
8 Capital en fin d'année		103,00	106,09	109,27	112,55	115,93	119,41	122,99	126,67	

	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y
	15	16	17	18	19	20	21	22	23
Capital total	155,80	160,47	165,28	170,24	175,35	180,61	186,03	191,61	197,36
PIB annuel	155,80	160,47	165,28	170,24	175,35	180,61	186,03	191,61	197,36
Taux de rémunération du capital	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%	3,0%
Croissance	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%	1,0%
Monnaie Démocratique	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%
Revenu du capital	4,54	4,67	4,81	4,96	5,11	5,26	5,42	5,58	5,75
Capital en fin d'année	155,80	160,47	165,28	170,24	175,35	180,61	186,03	191,61	197,36

Fig 4 : évolution comparée du capital et du PIB avec faible croissance et Monnaie Démocratique

Dans notre modèle toujours trop trivial le Revenu Démocratique associé à la Monnaie Démocratique est maintenant obtenu par création monétaire à hauteur de 2%, ce qui déclenche une inflation de 2% que nous ignorons ici (cela mérite une explication : l'inflation est sans importance pour cette partie de l'exemple car elle impacte la monnaie, et donc tout autant le PIB que le capital – elle disparaît donc de la différence entre PIB et capital).

Nous voyons ainsi une solution se dessiner pour rétablir l'équilibre : compenser le différentiel entre rémunération du capital et taux de croissance avec la Monnaie Démocratique équivalente à un impôt sur la fortune automatique.

La Monnaie Démocratique propose que ce montant soit calculé automatiquement afin de restaurer la règle d'or vue sommairement précédemment. Elle propose donc que la création monétaire soit égale à la différence entre la rémunération du capital (loyers, dividendes, plus-values, ...) et de la croissance hors inflation. Ainsi l'inflation générée par cette création monétaire restaurera mécaniquement la règle d'or.

Remarquons alors que la richesse de la France est de l'ordre de 14 000 milliards en 2014 (source : le Monde³), ce qui fait grossièrement 209 000 euros pour chacun des 67 millions de français. Ce chiffre devrait faire réagir l'énorme masse des français n'ayant quasiment aucun capital et devant tout louer, emprunter, etc. – leur travail contribue à enrichir ceux qui détiennent ce capital (qu'ils l'aient gagné à la sueur de leur front ou simplement hérité de leur aïeux), et cette inégalité est imparfaitement compensé par la redistribution Etatique. On peut assimiler ce montant de 14 000 milliards, ce patrimoine réuni de tous les Français, comme étant le « capital de la France ». Placé à 3% il devrait rapporter 420 milliards de dividendes par an, ou encore 6 268 euros par an à chaque français, ce qui divisé par 12 mois correspond à 500 € de dividende par mois et par Français. Dans un système strictement communiste la propriété serait abolie, l'Etat serait le seul capitaliste, le seul à toucher ce dividende, et s'il le distribue à part égale chaque français devrait toucher sa quotepart égale de 500 € de « dividende de la nation ».

Pour comprendre l'échelle, rappelons que le PIB annuel de la France, c'est-à-dire la richesse créée par la France chaque année, est de 2000 milliards, ou 30 000 € par français et par an, 2 500 € par mois.

Dans le système de la monnaie démocratique nous acceptons que le capital privé soit rémunéré à la hauteur de la croissance qu'il produit soit 1%, et donc nous en retranchons cette croissance, et générons une masse monétaire égale à 2% redistribuée sous forme de Revenu Démocratique. Donc 14 000 milliards à 2% génèrent 280 milliards, 4179 € par français, 348 € par français.

On peut aussi prendre l'angle suivant : 14 000 milliards placés à 3% donne un ordre de grandeur de 420 milliards d'euros. Le PIB est de l'ordre de 2000 milliards. Appelons « revenu du travail » la somme : (revenu du travail salarié + revenu des entreprises individuelles). Le « revenu du travail » représente environ respectivement 59,6% pour l'un et 6,8% pour l'autre soit au total 66,4% (source Insee : Les Entreprise en France en 2012⁴) soit exactement deux tiers. Nous en déduisons que le PIB moins les revenus du travail, soit le revenu du capital, vaut environ 33,6% du PIB. Nous appliquons ce ratio à notre PIB d'environ 2000 milliards, et obtenons environ 600 milliards, qui est le « dividende de la nation ». Ce résultat n'est pas si différent des 420 milliards trouvés pour un dividende de 3% appliqué au capital de la France.

Vu sous ce deuxième angle les revenus du capital de la France sont donc de 600 milliards en 2012, ce qui représente un taux de rentabilité de 4.5% d'une richesse nationale évaluée à 14 000

³ http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/12/19/quatre-questions-autour-du-patrimoine-economique-de-la-france_4543636_3234.html

⁴ https://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/entfra13g_ftlo2emploi.pdf

milliards (ce qui laisserait supposer que la préférence pour le présent est encore supérieur à nos hypothèses de 3% qui seraient finalement assez conservatives). On y soustrait alors notre 1% de croissance actuel et aboutissons à un taux de « déséquilibre par rapport à la règle d'or » 3.5% et à une enveloppe compensatrice de 490 milliards à partager entre 65 millions de français. Nous trouvons alors un revenu universel de 628 euros par Français et par mois. Ici encore il ne s'agit que d'ordres de grandeur à affiner.

En conclusion, nos différentes approches définissent pour le revenu démocratique un montant compris entre 348 et 628 € par français. Ce calcul de « dividende de la nation » est sans doute à faire ajuster par des économistes, mais l'ordre de grandeur du « dividende de la nation » nous suffit ici.

Car c'est bien d'un dividende dont il s'agit : chaque citoyen Français détient une action identique du patrimoine de la société « France », et mérite donc de toucher un dividende identique chaque année égal à la création de valeur de la société ! Nous sommes tous actionnaire à part égale de la France, nous avons tous un droit de vote identique à la grande réunion quinquennale des actionnaires que nous appelons « Election Présidentielle » ! Ah quel ironie dans le fait d'appliquer le droit des sociétés commerciales, fondement du capitalisme directement issu de la féodalité et de la loi du plus fort, à la démocratie issue de l'esprit des Lumières, et de découvrir que la démocratie nous donne le droit fondamental de toucher le dividende universel permis par notre création de valeur collective.

Nos premiers de cordée ont le droit de conserver leur gains à hauteur de la richesse qu'ils créent, et c'est très bien, mais pas plus. Ils doivent redistribuer une partie des gains aux actionnaires de notre grande société commune.

Ici en général on pose la question « revenu universel admettons, mais à partir de quel âge » ? Une réponse pourrait être « jusqu'à 18 ans l'Etat devrait verser un demi Revenu Démocratique par enfant, et capitaliser le reste pour créer un capital qui sera mis à la disposition de l'enfant lorsqu'il atteint 18 ans. Il bénéficiera alors d'un pécule assez conséquent, de l'ordre de grandeur de 50K€ pour démarrer dans la vie (12 mois x 18 années x 250 € - mais déprécié par une inflation de l'ordre de 2% pendant 18 ans). Cela permet de corriger un autre exemple de profonde inégalité : l'accès ou pas à sa majorité à un premier capital pour étudier ou entreprendre. Mais ceci reste à affiner.

Nous pouvons maintenant arriver à la conclusion : nous proposons donc le processus du calcul suivant :

- A la fin d'une période N, évaluation rigoureuse par l'INSEE du montant des revenus du capital en France, en repartant des statistiques déjà en place pour le PIB
- On en soustrait alors le montant correspondant à la croissance elle aussi évaluée par l'INSEE
- En période N+1, la Banque Centrale crée la quantité de Monnaie Démocratique équivalente afin de distribuer un Revenu Démocratique à chaque Français, correspondant au dividende de la nation. Ce montant est automatiquement versé sur un compte que chaque citoyen possède et dont le numéro n'est autre que le numéro de sécurité sociale, déjà garanti unique – toujours choisir la simplicité

Ce montant est donc variable à chaque période (année ? Trimestre ? Mois ?), et peut même théoriquement tomber à 0. Dans les faits, le livre de Thomas Piketty « Le Capital au 21^{ème} siècle »

semble montrer que les inégalités croissent systématiquement dans tous les pays capitalistes, et que les seuls événements qui rétablissent un peu d'égalité sont la découverte de nouveaux espaces, des révolutions, des guerres ou des cataclysmes : dans le système capitaliste la rémunération du capital est systématiquement supérieure à la croissance. Il y a donc toujours un delta de monnaie démocratique à émettre, et à redistribuer sous forme de Revenu Démocratique. Et s'il n'y en a plus, bonne nouvelle, cela signifie que la règle d'or est vérifiée et que l'équilibre est restauré !

Notons finalement le modèle est contra-cyclique : si une année la croissance est absente, toute chose égale par ailleurs, le montant de la Monnaie Démocratique augmente, contribuant à rétablir la croissance. Et réciproquement si la croissance s'accélère la Monnaie Démocratique diminue, aidant à l'atterrissage en douceur de l'économie. Nous sommes en présence d'un stabilisateur automatique. Il faudra sans doute ajuster la Monnaie Démocratique plus d'une fois par année, par exemple en rythme trimestriel, à partir d'estimation qui pourront être affinées ensuite, afin d'éviter tout soubresaut et faire en sorte que son action sur l'économie soit la plus fluide possible. Et sans doute investir dans l'outil statistique de l'INSEE pour qu'il devienne temps réel.

Il faudra aussi *interdire* l'invention de mécanismes d'ajustement de la Monnaie Démocratique reposant sur le jugement humain. A la minute où il sera possible d'introduire du politique dans ce calcul statistique, nous repartirons dans un cycle d'ajustements successifs mortifères, opportunistes, et souvent à contretemps – sans parler des revendications et grèves. Pour être à l'abri de la démagogie, la Monnaie Démocratique, Dividende de la Nation versé universellement à chaque citoyen, doit être automatique, inscrite dans la constitution au même titre que la séparation des pouvoirs.

Ainsi, finalement, la monnaie démocratique nous permet de gagner sur tous les tableaux :

- Les inégalités cessent d'augmenter (en moyenne), le monde est à nouveau en équilibre
- Nous redistribuons la richesse créée démocratiquement
- Nous simplifions la redistribution, ce qui permet de réaffecter des ressources au régalién
- Nous introduisons un stabilisateur économique atténuant les chocs